ASSEMBLÉE NATIONALE

23 janvier 2015

LA CROISSANCE ET L'ACTIVITÉ - (N° 2498)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 2621

présenté par
M. Ferrand
-----**ARTICLE 64 TER**

Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« Il appartient à chaque personne concernée de déterminer les informations relevant du présent article qu'elle considère comme devant être couvertes par le secret des affaires selon une procédure et dans les formes déterminées par un décret en Conseil d'État. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le secret des affaires ne doit couvrir que les informations précisément déterminées par chaque entreprise.

Le secret des affaires nécessite une démarche positive de protection de la part de la personne physique ou morale concernée.